educo
Member of ChildFund Alliance

Enquête globale 2021

La voix de 8 000 enfants

Le Droit à l'Éducation et à la Participation post COVID-19 expliqué par les enfants du monde. Une exploration à partir de l'écoute et du bien-être des enfants et des adolescents.

RÉSUMÉ POUR LES MÉDIAS

“

- *Il faut que l’on écoute les enfants dire ce qu’ils pensent.*

  Fille, 6-11 ans, Mali

- *Vous devez écouter les enfants comme vous aimeriez qu’ils vous écoutent.*

  Adolescente, 12-18 ans Burkina Faso

- *Sans école, il n’y a pas d’éducation.*

  Fille, 6-11 ans, Bénin

- *Sensibiliser les parents pour qu’ils écoutent leurs enfants.*

  Adolescente, 12-18 ans, Mali

- *Quand tu es un enfant pauvre, tu ne comptes pas*

  Adolescent, 12-18 ans, Niger

- *Surtout à l’école, toutes les mesures adoptées ont été conçues et imposées sans aucune participation de ma part. C’était trop brusque et trop dur.*

  Adolescent, 12-18 ans, Bénin

- *Je ne pense même pas avoir des droits.*

  Garçon, 6-11 ans, Niger

- *On ne m’a jamais demandé de prendre des décisions.*

  Fille, 6-11 ans, Mali

Contenu

Pourquoi mener une enquête globale auprès des enfants ? 5

Résultats 7

- **Éducation durant la pandémie** 7
- **Participation durant la pandémie** 15

Recommandations 19

Pourquoi mener une enquête globale auprès des enfants ?

Au cours de presque deux ans de pandémie, de nombreux enfants, en particulier ceux qui vivaient déjà dans des conditions précaires, ont considérablement souffert des fermetures d'écoles et du manque d'alternatives d'apprentissage de qualité.

Participation par pays	
Total d'enquêtes menées: 7 538	
Pays	% du nombre total d'enquêtes
Mali	17.3%
Bolivie	12.5%
Inde	12.4%
Nicaragua	9.0%
Burkina Faso	8.4%
Bangladesh	7.6%
Espagne	7.0%
Niger	6.8%
Guatemala	6.9%
Salvador	5.2%
Philippines	3.7%
Bénin	2.9%
Autres	0.1%

Le nouveau rapport global publié cette année par Educo, *Enquête globale 2021 : la voix de 8 000 enfants (le Droit à l'Éducation et à la Participation post COVID-19 expliqué par les enfants du monde)*, est une enquête à laquelle ont participé près de 8 000 enfants provenant de 12 pays en Asie, en Amérique latine, en Afrique, ainsi qu'en Espagne. Les opinions des enfants ont été recueillies par le personnel et les partenaires de l'Organisation, au moyen de questionnaires en ligne, d'entretiens téléphoniques et d'interviews en présentiel. L'enquête globale a été menée du 17 juin au 23 août 2021. Des filles (53,66%) et des garçons (45,81%) y ont participé, dont 50,73% étaient âgés de 12 à 18 ans et 44,75% de 6 à 11 ans. 4,52% des réponses ont été données par d'autres tranches d'âge.

En 2020, Educo a réalisé sa première étude globale auprès des enfants, *L'école est fermée, mais l'apprentissage continue !*. Cette enquête a révélé que ce qui leur manquait le plus correspondait à des activités indispensables au bien-être relationnel, comme aller à l'école, voir leurs amis, etc. Leurs plus grandes préoccupations étaient liées à l'impact potentiel du virus sur la santé de leur famille et sur leurs moyens de subsistance, ainsi qu'à l'incertitude ou à l'optimisme quant à leur avenir.

Un an après cette étude, nous nous trouvons toujours en situation de pandémie. Il est donc essentiel de comprendre le contexte dans lequel s'inscrit ce rapport, ainsi que les opinions et les sentiments des enfants et des adolescents : le 23 septembre 2021, l'UNESCO a recensé 127 959 411 élèves touchés par des fermetures totales ou partielles d'écoles. Educo estime qu'il est indispensable de savoir comment les enfants et les adolescents vivent le moment actuel de la pandémie de COVID-19 et de connaître leurs recommandations pour l'avenir, afin que la crise que nous traversons soit une opportunité de nous améliorer sur les questions essentielles qui les touchent directement.

L'éducation est l'un des thèmes qui a suscité, et continuera de susciter, le plus grand débat public durant la pandémie de COVID-19. Un rapport de la Banque interaméricaine de développement qui

couvre la période allant jusqu'au mois d'avril 2021, a placé l'Éducation comme le thème le plus abordé dans les conversations numériques, devant la Santé. Mais une fois encore, comme nous pouvions nous y attendre, la participation des enfants, des adolescents et des jeunes personnes lors d'une situation d'urgence est négligée. En général, les situations d'urgence ont tendance à creuser les fossés déjà existants sur cette question et sur la conception sociale que nous avons de cette étape de la vie.

Educo a la ferme conviction que l'Éducation et la Participation sont à la fois des Droits Humains de l'Enfant et une opportunité de changer les sociétés. Nous considérons qu'il faut s'attacher à la source des problèmes pour trouver des solutions qui contribuent à les résoudre. Ce travail requiert de nous éduquer nous-mêmes en permanence, à partir d'une connaissance approfondie de ce que vivent, pensent et ressentent les enfants et les adolescents, de ce qui les touche et les émeut, de leurs valeurs et de leurs aspirations, de leurs idées et de leurs opinions, afin de rechercher et de mettre en œuvre, avec eux, les solutions les plus efficaces et les plus durables.

Ce document est un résumé des résultats relatifs à la façon dont les enfants ont vécu l'expérience de leurs droits à l'éducation et à la participation. Il comprend également une analyse ventilée par genre, tranches d'âge, pays et facteurs d'influence clés.

Résultats

Éducation durant la pandémie

Bien que nous ayons assisté à un retour progressif à l'école, la transition vers la nouvelle normalité n'a pas été la même pour tous les enfants. Au 23 septembre 2021, l'UNESCO faisait état de 127 959 411 élèves touchés par des fermetures totales ou partielles de leurs écoles, soit 7,3% du total des élèves inscrits, et de 17 fermetures au niveau national.

Fréquentation scolaire des enfants au cours des 6 derniers mois

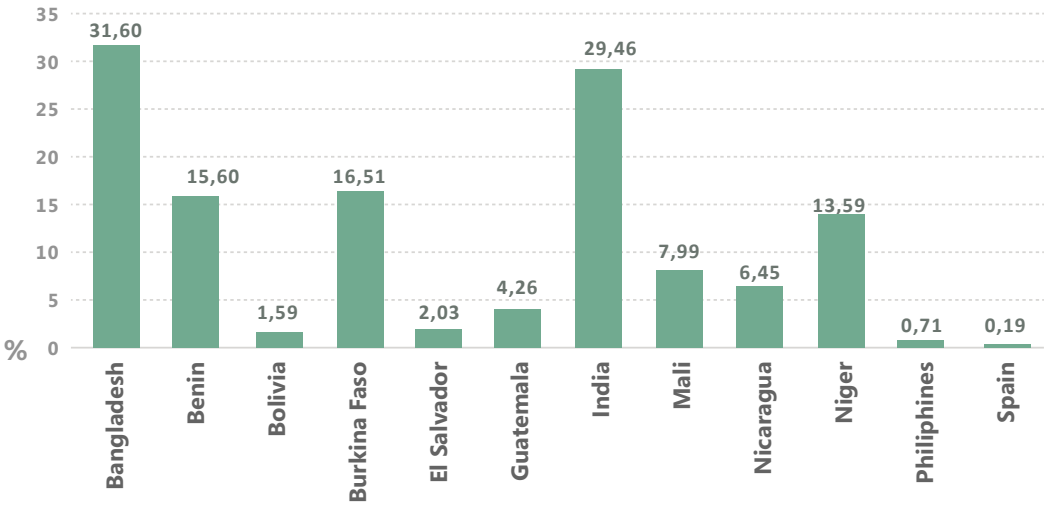
Bien que la majorité des enfants participants à l'enquête aient pu continuer à étudier selon différentes modalités, seuls 45% d'entre eux ont déclaré avoir pu se rendre à l'école, tandis que près de 25% ont indiqué qu'étudier depuis leur domicile était la seule option dont ils disposaient.

Pire encore, l'étude a révélé qu'un enfant participant sur dix n'a pas pu poursuivre sa scolarité en raison de divers facteurs.

- Les données (voir le Tableau 3 du rapport technique) montrent qu'au cours des six mois qui ont précédé la réalisation de l'enquête par Educo, 45,49% des enfants s'étaient rendus en classe, suivis de ceux qui avaient étudié uniquement depuis leur domicile et de ceux qui avaient poursuivi leurs études selon des modalités d'apprentissage mixtes. Dans l'ensemble, en faisant la somme des trois modalités d'apprentissage, 85,36% des enfants ont continué d'étudier d'une manière ou d'une autre durant cette période. Étudier entièrement à domicile a toutefois constitué l'unique option pour 24,67% des élèves.

- Les enfants et les adolescents qui vivent au Nicaragua, au Mali et en Espagne ont eu davantage de possibilités de se rendre à l'école, soit parce qu'il n'y a pas eu de fermeture, soit

Graphique 1. Enfants qui n'ont pas pu continuer à étudier, par pays (%)



parce que la durée des fermetures a été moins longue. Les enfants qui vivent au Nicaragua, un pays qui n'a jamais officiellement fermé ses écoles, ont eu plus d'opportunités (plus du double de la moyenne) de continuer à suivre des cours en présentiel durant les six mois qui ont précédé l'enquête.

- En raison de la situation de fermeture des écoles, étudier à domicile a constitué une option très utilisée en Bolivie, au Guatemala et aux Philippines.

- La combinaison de l'école avec d'autres méthodes alternatives a été particulièrement pertinente au Salvador, au Guatemala et en Inde.

Pourcentage d'enfants qui n'ont pas pu se rendre à l'école, par pays

- Plus d'un enfant sur dix (11%) n'a pas pu étudier durant la pandémie. Les filles et les enfants âgés de 6 à 11 ans représentent un pourcentage légèrement plus élevé. Les informations spécifiques pour chaque pays figurent dans le Graphique 1. La suspension des études a touché tout particulièrement les enfants qui vivent en Inde et au Bangladesh (trois fois plus que la moyenne) et les enfants âgés de 12 à 18 ans.

- L'analyse par âge révèle que le Burkina Faso apparaît aussi comme un pays où les restrictions affectent considérablement la continuité des études.

Raisons pour lesquelles les enfants n'ont pas pu continuer à étudier

Les fermetures d'écoles, le manque d'accès aux outils numériques et à internet ont été mentionnés par les enfants comme autant d'obstacles majeurs à la poursuite de leur éducation.

Fermetures des écoles et manque d'accès aux outils numériques :

- Près de 67% d'enfants n'ont pas pu étudier, principalement parce que les écoles ont fermé, parce que les alternatives disponibles n'étaient pas adaptées à leurs possibilités, ou encore en raison de l'absence d'autres options. Les fermetures d'écoles ont constitué la cause

principale de la suspension des études au Bangladesh, en Inde et au Burkina Faso.

- Au Bangladesh, la fermeture des écoles sans options alternatives a été identifiée comme la principale raison à l'origine de l'abandon des études, dans une proportion quatre fois supérieure à la moyenne. Vivre en Inde et au Burkina Faso constitue également un facteur qui influe sur la probabilité de ne pas étudier pour cette raison (voir le Tableau 7 du rapport technique).

- Le manque d'équipement, l'insuffisance ou l'inadéquation des dispositifs à domicile, les difficultés d'accès à internet et l'absence de ressources financières suffisantes ont été mentionnés parmi les raisons de l'impossibilité de pouvoir étudier en ligne ou de bénéficier d'autres alternatives.

Certains enfants n'ont pas souhaité continuer d'étudier

- Certains enfants n'ont pas souhaité poursuivre leurs études par choix (11,23%). Par rapport à la moyenne, ils sont plus nombreux au Bénin, en Inde et au Nicaragua ; cette situation concerne avant tout les garçons et les personnes âgées de 12 à 18 ans.

- Le manque d'intérêt pour l'école et les études en général, le sentiment de découragement face aux études, l'échec scolaire, le fait de croire que l'on ne dispose pas des capacités ou de la mémoire suffisantes, l'échec aux examens, ainsi que le fait de ne pas comprendre les matières font aussi partie de ce que les enfants ont présenté comme les raisons du renoncement à leurs études.

Les parents ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école

- Les raisons invoquées sont liées à la sécurité/peur de la COVID-19, au fait de tomber malade et de rendre la famille malade, à la nécessité d'aider à la maison, au champ, ou de travailler en raison de problèmes économiques et, en général, au manque de soutien et au désintérêt de la famille.

D'autres enfants n'étudiaient pas avant la pandémie

- Un groupe restreint d'enfants (6%) ont déclaré qu'ils avaient déjà abandonné leurs études avant la pandémie.

Le tableau suivant résume les résultats présentés ci-dessus:

Pourquoi n'avez-vous pas pu étudier de quelque manière que ce soit ?							
Réponses	**% du total**	**% de réponses par genre**			**% de réponses par tranche d'âge**		
		Filles	**Garçons**	**NRP**	**6-11**	**12-18**	**Autres âges**
Les écoles ont fermé et il n'y avait aucun autre moyen de continuer à étudier	67,25	68,79	65,85	-	71,18	66,85	36,67
Commentaires sur la situation							
Écoles fermées sans autres options ; manque de ressources technologiques, essentiellement de téléphone portable ; pauvreté, manque de ressources économiques ; manque de soutien de la part de la famille ou de l'école ; manque d'intérêt.							
Je n'ai pas voulu poursuivre mes études	11,23	8,79	13,76	50,00	5,56	13,00	33,33
Pourquoi n'avez-vous pas voulu poursuivre vos études ?							
Manque d'intérêt pour l'école et pour les études en général, découragement, rébellion ; échec scolaire ; croire que l'on n'a pas les capacités ou la mémoire suffisantes, échouer aux examens, ne pas comprendre les matières ; pauvreté ou manque de ressources économiques ; absence d'internet ou de dispositifs pour recevoir des cours en ligne ; par choix ; situation liée à la drogue ; peur d'aller à l'école ; écoles fermées ; manque de soutien familial ; mariage ; nécessité de travailler.							
Avant la pandémie, je n'étudiais plus	7,06	6,37	7,62	50,00	5,90	7,33	13,33
Pourquoi n'étudiiez-vous pas ?							
Pauvreté ou manque de ressources économiques ; manque d'intérêt pour l'école ou pour les études en général ; manque de soutien ou d'intérêt de la part de la famille pour les études et même opposition à celles-ci ; enfants qui travaillent ; absence de connexion à internet ; ne pas comprendre les cours en ligne ; attaques terroristes ou guerres.							
Mon père, ma mère ou un autre adulte a décidé que je ne devais pas aller à l'école	6,02	7,25	4,67	-	6,60	5,86	3,33
Pourquoi ont-ils décidé que vous n'iriez pas à l'école ?							
Raisons de sécurité/peur de la COVID-19, tomber malade et rendre la famille malade ; aider la famille à la maison, au champ ou pouvoir travailler ; problèmes économiques ; manque de soutien pour l'éducation, manque d'intérêt de la famille.							
Autre réponse	5,44	6,59	4,18	-	7,64	4,21	6,67
Résumé des Autres réponses							
Je n'étais pas inscrit auparavant ; manque de ressources technologiques dans les zones rurales ; manque de ressources économiques et nécessité de travailler pour soutenir la famille ; ne pas avoir atteint l'âge scolaire ; problèmes de santé ; grossesse/mariage ; manque de soutien de la famille en raison de son travail.							
Je ne comprends pas ou préfère ne pas répondre	3,01	2,20	3,93	-	3,13	2,75	6,67
Total	100,01	99,99	100,01	100	100,01	100	100

> *Je n'avais personne pour m'aider*
>
> **Fille du Niger**

- Dans l'étude d'Educo réalisée en 2020, *L'école est fermée, mais l'apprentissage continue !*, nous avons constaté que ce qui manquait le plus aux enfants, c'était le fait de ne pas pouvoir «aller à l'école» et «voir mes amis». Ces réponses ne variaient pas lorsque les données étaient analysées par âge ou par genre et montraient que l'ensemble des enfants étaient fortement préoccupés par leur bien-être relationnel durant la pandémie.

- Ces résultats font écho à une courte liste de répercussions élaborée par l'UNESCO, qui présente les impacts de la fermeture des écoles sur l'apprentissage, la nutrition, la protection, etc., mais qui prévient également que «les fermetures d'écoles augmentent l'isolement social, car les écoles sont des centres d'activité sociale et d'interaction humaine. Lorsque les écoles ferment, de nombreux enfants et jeunes ne bénéficient pas des contacts sociaux qui sont essentiels à l'apprentissage et au développement».

- Les causes de l'absentéisme et de l'abandon scolaire sont multiples et il est extrêmement difficile d'y remédier. Dans un contexte d'urgence sanitaire comme celui auquel nous sommes confrontés en raison de la COVID-19, ce phénomène a tendance à s'aggraver et l'impact qu'il exerce à se décupler. En août 2020, l'UNESCO estimait que «quelque 24 millions d'élèves de tous niveaux, du préscolaire à l'université, encourraient le risque de ne pas retourner à l'école. Parmi eux, 10,9 millions d'enfants, dont 5,2 millions de filles, suivaient l'enseignement primaire et secondaire.

L'Asie du Sud-Ouest (5,9 millions) et l'Afrique subsaharienne (5,3 millions) représentaient la plus grande proportion des abandons potentiels (près de la moitié).»

Préférence pour l'étude à l'école par rapport à d'autres modalités

La majorité des enfants interrogés préfèrent nettement étudier à l'école. Plus de 80% d'entre eux déclarent en effet que l'école leur manque.

- L'étude révèle que les enfants préfèrent étudier à l'école. Cela est vrai pour les filles comme pour les garçons, et pour tous les âges.

- L'école est privilégiée parce qu'elle permet aux enfants d'apprendre plus et mieux. Ces derniers apprécient tout particulièrement les relations (entre pairs et avec les enseignants), la possibilité de jouer, le fait d'avoir plus de soutien pour leur apprentissage et ne sont pas prêts à la remplacer par d'autres alternatives.

- En Bolivie, au Guatemala et aux Philippines, le désir d'étudier à l'école est beaucoup plus marqué par rapport aux perceptions des enfants issus des autres pays consultés.

- Alors que la plupart des enfants préfèrent étudier à l'école, d'autres disent privilégier l'apprentissage à domicile. Ils estiment qu'étudier à domicile présente des avantages qualitatifs et permet de se protéger contre la COVID-19.

- Le travail à domicile leur permet de disposer de plus de temps pour eux-mêmes et pour la famille et constitue une occasion d'utiliser et de profiter de la technologie. D'après le type de réponses, il est probable qu'il s'agissait des enfants qui bénéficiaient des meilleures conditions pour étudier en ligne (équipement, connexion, ressources financières) et qui pouvaient également compter sur le soutien de leur famille.

- Étudier depuis le domicile est une option particulièrement appréciée en Inde, en Bolivie et au Salvador.

- Plus de 80% des enfants qui n'ont pas pu se rendre à l'école totalement ou partiellement ont déclaré qu'elle leur manquait. Ce sentiment est légèrement plus accentué chez les filles, tout comme en Bolivie, en Inde et au Guatemala.

> - *Avoir des interactions avec d'autres personnes et se divertir vraiment en apprenant, même si cela est parfois difficile.*
>
> **Fille du Niger**
>
> - *Parce que c'est le lieu qui me permet de m'épanouir.*
>
> **Garçon du Mali**

Le point de vue des enfants sur ce à quoi devrait ressembler leur école à l'avenir

Les enfants veulent une meilleure école.

Le fait d'avoir continué à étudier en présentiel pendant la pandémie a influencé leur désir d'une école améliorée. Selon les réponses des enfants, l'idée de l'école idéale, qui se construit tant à partir de celle dont ils ont fait l'expérience que de celle à laquelle ils aspirent, s'accorde sur des aspects clés tels que le divertissement, les relations, le jeu, l'apprentissage, etc. Ainsi, les différences entre ces deux façons de concevoir l'école idéale ne sont finalement pas si grandes, ce qui facilite l'action.

- Dans l'ensemble, la majorité des enfants qui ont participé à l'enquête ont déclaré qu'ils voulaient une meilleure école. L'analyse des données ventilées par âge révèle que le désir d'une école améliorée s'exprime davantage chez les 12-18 ans.
- Là où les restrictions imposées à l'enseignement en présentiel n'ont pas été aussi sévères, comme au Nicaragua, au Bénin, au Burkina Faso et au Mali, le désir d'une meilleure école s'exprime davantage, et par conséquent la nostalgie pour ce qui existait avant la pandémie se fait moins ressentir.
- Les enfants ont décrit ce qu'ils entendaient par une meilleure école de manière extrêmement détaillée : de meilleures infrastructures, davantage d'espaces d'apprentissage et de jeux. L'accent est mis sur la qualité des toilettes et il est fait mention des plantes, des jardins et de la nature.
- Une meilleure école est un lieu d'apprentissage et de divertissement.
- Les enfants souhaitent retrouver le rythme d'apprentissage et d'étude d'avant la pandémie.
- Ils voudraient moins d'élèves par classe.
- Ils estiment qu'il devrait être possible de combiner l'enseignement en présentiel et en ligne.
- Ils veulent moins de devoirs.
- Ils veulent des enseignants de meilleure qualité, qui soient motivés, plus coopératifs, qui les traitent mieux et qui soient mieux préparés.
- Ils veulent des équipements technologiques plus nombreux et de meilleure qualité, ainsi que davantage de matériel scolaire.
- Ils veulent de meilleures conditions sanitaires et de santé à l'école, y compris pour la santé mentale.
- Enfin, ils désirent une meilleure cohabitation à l'école (entre pairs et avec les enseignants).

> - *Je voudrais que tous les enseignants adoptent de bonnes manières lorsqu'ils parlent aux élèves.*
>
> **Garçon du Bénin**
>
> - *Nous voulons que notre école soit utile, paisible et éducative.*
>
> **Adolescente du Niger**

Participation durant la pandémie

La participation des enfants, en tant que Droit et Principe, ne devrait pas être mise en péril dans les situations d'urgence. L'Observation générale n°12 du Comité des droits de l'enfant (Le droit de l'enfant d'être entendu) stipule que «les enfants touchés par une situation d'urgence devraient être encouragés à participer à l'analyse de leur situation et de leurs perspectives d'avenir. Participer aide les enfants à retrouver la maîtrise de leur vie, contribue à leur réadaptation, développe leurs compétences organisationnelles et renforce leur sentiment d'identité».

Lorsque nous parlons du Droit à la Participation, nous insistons non seulement sur le fait que les enfants ont le droit de s'exprimer, mais aussi sur l'écoute active dont nous devons faire preuve. Sans elle, il serait impossible d'atteindre la racine de ce qui doit être changé ou amélioré, et encore moins les savoirs que nous pouvons acquérir.

Comment les enfants considèrent leur participation durant la pandémie

Seuls 48% des enfants ont le sentiment d'avoir été écoutés et pris en compte durant la pandémie, tandis que 18% ont déclaré ne pas avoir été écoutés et ne pas avoir été impliqués dans la prise de décision.

- Un peu plus de 48% des enfants estiment avoir été écoutés et pris en compte durant la période de pandémie. Ce sentiment est le plus fort au Nicaragua, au Salvador et en Bolivie.

Que pensez-vous de votre Droit à la Participation durant la pandémie ?

Réponses	% du total	% de réponses par genre			% de réponses par tranche d'âge		
		Filles	Garçons	NRP	6-11	12-18	Autres âges
Je me suis senti(e) écouté(e) et on a compté sur moi pour prendre des décisions.	48,14	49,30	46,77	50,00	48,38	46,81	60,70
Pouvez-vous donner au moins un exemple ?							
Participation à la campagne de protection contre la COVID-19 (les enfants ont compris la question dans le sens de "qu'avez-vous pu faire pendant la pandémie ?) ; participation à la vie familiale ; participation à des institutions non scolaires (la présente enquête, les ONG, les églises, la communauté, le conseil municipal, la commune) ; participation à l'école.							
Je ne me suis pas senti(e) écouté(e) et on n'a pas compté sur moi pour prendre des décisions	18,32	17,95	18,77	17,50	16,25	20,69	12,32
Pouvez-vous donner au moins un exemple ?							
Référence à la pandémie, aux mesures et aux restrictions sanitaires ; distinction entre plusieurs niveaux de participation ; raisons invoquées pour l'absence de participation ; décision personnelle de ne pas participer ; reconnaissance des domaines de participation ; identification des conséquences de l'absence de participation.							
Autre réponse	2,89	2,74	3,07	2,50	2,58	3,06	4,11
Résumé des Autres réponses							
Les enfants soulignent que la participation est inégale dans les différents domaines et selon le type de problème à traiter ; plus d'écoute, mais moins de participation aux décisions ; manque d'espaces/lieux de participation en raison de la pandémie ; ne pas connaître le droit à la participation ou ne pas le comprendre ; choix personnel de ne pas participer, ou croire que l'on a pas d'idées sur la question ; même participation que celle d'avant la pandémie ; se sentir heureux, se sentir écouté(e), partager en famille ; avoir peur, se sentir stressé(e), inquiet/ète.							
Je ne comprends pas ou préfère ne pas répondre	30,64	30,01	31,39	30,00	32,79	29,45	22,87
Total	99,99	100	100	100	100	100,01	100

- Cependant, sur la base d'autres réponses et d'opinions libres, il apparaît clairement que de nombreux enfants ne comprennent pas aussi bien ce que signifie ce droit par rapport à celui de l'éducation.

- Ils ont le sentiment d'avoir participé principalement au travers de ce qui a été accompli en relation à la pandémie, et dans une bien moindre mesure dans d'autres domaines de leur vie. Ils ont participé en se protégeant et en aidant à protéger leurs familles, en observant les mesures et en encourageant les autres à le faire.

- Il est également fait mention de décisions relatives à la vie quotidienne, mais en raison de la portée de l'étude, il n'est pas possible d'évaluer si cela équivaut à une participation réelle.

- L'enquête menée dans le cadre de la présente étude est par ailleurs vécue comme un exemple de participation. Sans que des exemples concrets soient donnés, les enfants mentionnent également des espaces partagés avec d'autres ONG, des églises, des communautés, des gouvernements locaux et au sein de la vie scolaire.

- Près d'un tiers des participant(e)s ont choisi l'option «Je ne comprends pas ou préfère ne pas répondre», lorsqu'il leur était demandé de se prononcer sur leur Droit à la Participation durant la pandémie. Ce résultat peut être très révélateur de l'état de compréhension de ce droit parmi les enfants qui ont répondu à l'enquête. En effet, nombre d'entre eux n'ont pas conscience des implications de la participation en tant que droit et en tant que principe.

- L'incompréhension ou le refus de répondre à la question s'est manifesté au Bangladesh, au Niger et au Burkina Faso dans une mesure supérieure à la moyenne.

- 18% des participant(e)s estiment ainsi qu'ils ne se sont pas sentis écoutés et qu'ils n'ont pas été associés à la prise de décision durant la pandémie. Les garçons et les enfants âgés de 12 à 18 ans affichent à cet égard un pourcentage légèrement plus élevé que les autres.

- Parmi les exemples qui illustrent le manque de participation, les enfants mentionnent l'impossibilité de sortir de chez eux, le fait que les familles, les écoles et les gouvernements ont pris des mesures sans demander l'avis des enfants et des adolescents, qu'ils ne leur ont pas permis d'exprimer leur opinion ou qu'ils ne leur ont pas donné d'explications sur les raisons de ces mesures. C'est la seule fois que les enfants interrogés dans le cadre de l'enquête ont fait référence à la redevabilité comme élément de la participation.

D'autres enfants considèrent ne pas avoir participé :

- De manière générale, les enfants âgés de 12 à 18 ans sont davantage susceptibles d'exprimer cette opinion.

- Le sentiment de non-participation est le plus élevé au Bénin, en Inde et au Mali. Les réponses ouvertes montrent clairement qu'il s'agit de pays dont les schémas culturels très fortement ancrés rendent difficile la participation des enfants.

- Bien que les enfants souffrent de ne pas avoir participé, leurs réponses montrent qu'ils en savent plus sur ce droit et qu'ils sont donc capables d'être plus critiques.

- Leurs critiques portent surtout sur le fait d'avoir dû suivre des mesures durant la pandémie sans information préalable et sans avoir eu la possibilité de contribuer à leur diffusion et à leur mise en œuvre.

- Les enfants se plaignent beaucoup de ne pas être écoutés et remettent en question les modèles culturels.

- Leurs réponses mentionnent les domaines clés de leur participation : famille, école, communauté, gouvernement local.

- Ils considèrent la pandémie comme un moment de recul de la participation, notamment à l'école.

- Ils identifient les sentiments négatifs causés par le manque de participation, expriment leur mécontentement à cet égard et décrivent la manière dont cela influe sur leur estime de soi.

Améliorer la participation :

- Un nombre élevé de communications nous a indiqué que les enfants ne savaient pas quoi répondre ou manifestaient leur incompréhension lorsqu'ils étaient amenés à formuler des propositions d'amélioration de leur participation. Une lecture a été faite de cette réalité afin de reconnaître ce qui doit être accompli en faveur de la compréhension du Droit à la Participation, à partir de l'écoute active, même lorsque les réponses manquent.

- Au-delà de ce constat, il existe une série de réponses qui incluent des propositions très précieuses quant à la participation et à la capacité d'agir durant la pandémie. Elles se rapportent à la participation au sein de la famille avec des solutions simples pour activer l'écoute, à l'éducation au moyen de la participation, à ce que les enfants doivent faire pour améliorer leurs capacités, pour bénéficier d'espaces et les générer, à l'existence d'attitudes d'écoute parmi les enfants, sans discrimination, sachant que la participation est aussi une question ancrée dans l'espace public et qu'elle contribuera à l'avènement d'un avenir meilleur.

- Il est apparu clairement que la question de la redevabilité a été peu évoquée, malgré qu'il s'agisse d'une part importante du droit des enfants à la participation.

Recommandations

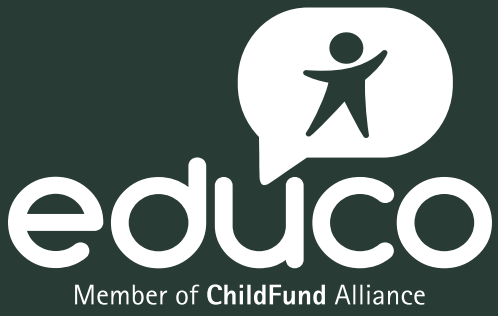
Concernant le Droit à l'Éducation, sur la base de l'expérience de la pandémie

En tant que sociétés, il est impératif de tirer profit du moment d'alerte que nous traversons pour améliorer l'éducation et intégrer les aspirations de l'enfance. Les enfants nous guident de manière magistrale ; ils proposent leurs propres interprétations, ils accordent de la valeur à des aspects très précieux et incluent également les recommandations des experts en la matière. L'amélioration consisterait ainsi à éduquer à la source, en prenant en considération les dimensions suivantes :

- Il s'agit de retourner à l'école, mais dans une meilleure école. La demande en ce sens est très forte, notamment chez les 12-18 ans.
- La description de cette école souhaitée coïncide très largement entre ceux qui aspirent à la même école qu'avant et ceux qui veulent clairement une meilleure école.
- Cette école améliorée est un lieu où l'on apprend mieux, mais aussi un lieu où l'on peut exister, un espace de liberté pour se développer, un espace qui propose des loisirs et des jeux.
- Une école intégrée au monde numérique, où l'utilisation de la technologie n'a pas remplacé l'expérience de l'école, mais apporte une valeur ajoutée à l'enseignement en présentiel. Ces deux méthodes ne doivent plus être considérées comme des options qui se substituent les unes aux autres en fonction du contexte. Elles doivent coexister et s'enrichir mutuellement.
- Une telle école requiert un personnel enseignant plus compétent, stimulé, empathique et capable de favoriser des relations positives.
- Une école où la santé et l'hygiène doit continuer d'être promue, non seulement en raison de la COVID-19 mais parce qu'il s'agit de questions nécessaires en toute circonstance et par rapport auxquelles il doit y avoir davantage de prise de conscience, y compris en ce qui concerne la santé mentale. Les enfants veulent s'éduquer et éduquer les autres sur ces questions.

Dans un monde aux défis si nombreux, où la contribution de chacun est nécessaire, le fait de ne pas encourager la participation d'une grande partie de la population ne constitue pas seulement une violation des droits, mais aussi une perte inestimable d'opportunités. Il faut éduquer à la source afin de faire tomber les obstacles qui empêchent la participation des enfants. Cette tâche est urgente. Elle doit être réalisée en s'appuyant sur les considérations suivantes :

- Les enfants doivent être soutenus pour déployer leur capacité d'agir, pour montrer à la société que leur participation génère des bénéfices pour toutes et tous, comme l'ont fait certains enfants au cours de cette pandémie qui ont été des éducateurs dans leurs familles et des soutiens pour comprendre et appliquer les mesures de prévention.
- Les actions de participation des enfants doivent être rendues visibles à tous les niveaux. Nous avons tendance à consacrer de nombreuses ressources à la diffusion de ce qui est accompli au niveau national et international, mais il n'en va pas de même s'agissant des espaces les plus proches et tout aussi prioritaires (famille, école, communauté). C'est en travaillant à partir de ces espaces que nous serons en mesure de transcender nos actions vers ces domaines plus vastes.
- Si nous voulons éduquer à la source pour changer la situation du Droit à la Participation des enfants, nous devons nous rendre où ces derniers se trouvent, les comprendre et les accompagner en vue de transformer ce qui les empêche de participer à ce à quoi ils accordent de la valeur.



900 535 238 | www.educo.org | @educoONG
@educo_ONG | @educo_ong